



Syria
Archéologie, art et histoire

III | 2016
Henri Seyrig (1895-1973)

Henri Seyrig, du Service des antiquités de Syrie au Centre de recherches archéologiques de Valbonne

Jean-Marie Dentzer



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/syria/5332>

DOI : 10.4000/syria.5332

ISSN : 2076-8435

Éditeur

IFPO - Institut français du Proche-Orient

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Pagination : 335-345

ISBN : 978-2-35159-801-6

ISSN : 0039-7946

Référence électronique

Jean-Marie Dentzer, « Henri Seyrig, du Service des antiquités de Syrie au Centre de recherches archéologiques de Valbonne », *Syria* [En ligne], III | 2016, mis en ligne le 01 juin 2018, consulté le 12 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/syria/5332> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/syria.5332>

HENRI SEYRIG, DU SERVICE DES ANTIQUITÉS DE SYRIE AU CENTRE DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES DE VALBONNE

Jean-Marie DENTZER

INTRODUCTION

Deux pôles se dessinent dans la vie de savant d'Henri Seyrig. Le premier, qui domine, est un projet scientifique personnel qu'il n'a cessé de développer sans rupture et de diversifier, avec bonheur, dans toutes les périodes de sa vie, dès son départ à l'École française d'Athènes en 1922. Un second apparaît en 1928, lorsque Henri Seyrig, cette fois nommé secrétaire général de la même École ¹, a été confronté à une tâche nouvelle, de nature différente et chargée de responsabilités, celle de prendre part à la gestion de cette institution scientifique prestigieuse et à une diversité d'activités plus complexes qui risquaient de l'éloigner de la cohérence de ses projets scientifiques. Il continua par la suite à assumer ce type de responsabilités administratives dans ses différentes fonctions pendant la plus grande partie de sa vie, sans cependant jamais perdre de vue l'ensemble de son projet scientifique initial ². Cette double orientation, qui ne cesse d'apparaître dans sa correspondance professionnelle autant que privée, a été pour lui une source de tensions mais celles-ci ont été assumées pendant toute sa vie avec lucidité ³.

D'autre part, la vie et l'activité scientifique d'Henri Seyrig ont été marquées par deux événements de taille, les deux « grandes » guerres qui ont infléchi l'histoire du xx^e s. à l'échelle mondiale. Après les champs de bataille de l'Est de la France vécus par le jeune artilleur décoré à Verdun, H. Seyrig s'est trouvé engagé en 1917 dans le contingent de l'Armée d'Orient à Salonique ⁴. Cet épisode prit pour lui une signification particulière et inattendue. Il lui a fait vivre une première rencontre passionnée avec la Grèce réelle, ses paysages et ses habitants, qu'il avait déjà rencontrés dans les livres, sans doute sous des couleurs

* Il faut remercier ici les responsables de différents fonds d'archives qui nous ont permis d'accéder à des documents en grande partie inédits et de les utiliser ici. Notre reconnaissance va d'abord à Duncan Youngerman, petit-fils d'Henri Seyrig, qui nous a accueilli chaleureusement et a collaboré avec nous à ce projet depuis plusieurs années. Il nous a permis de retrouver dans la correspondance à caractère personnel, adressée par H. Seyrig aux différents membres de sa famille, outre des informations précieuses, le reflet de l'intelligence, de l'ouverture amicale ainsi que de l'humour qu'H. Seyrig manifestait dans sa vie. Nous devons remercier aussi les responsables des différents fonds d'archives de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et de l'Institut de France, où les correspondances avec René Dussaud, responsable de la Commission consultative des fouilles et des recherches archéologiques de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, et avec Louis Robert, très proche d'Henri Seyrig par ses champs de recherches et ses exigences de méthode, occupent une place de premier plan. Il faut citer aussi le fonds Paul-Perdrizet à l'Université de Lorraine (voir aussi la communication de S. Provost dans ce volume). D'autres collections restent encore à explorer, en particulier au ministère des Affaires étrangères.

1. Voir n. 11.

2. CHEVALIER 2002, p. 296-298.

3. Dans une lettre à R. Dussaud (AAIBL RD 1152) du 12/6/1934, il écrit : « Tout cela m'empêche de travailler avec suite. Dieu sait cependant si je me contente de travail morcelé. En réalité c'est une chimère de vouloir combiner, dans ce service, ce qui en fait l'objet véritable (conservation et administration) avec la recherche scientifique. Mais celle-ci est mon objet véritable à moi, et je suis lié à l'autre. Il y a des moments où je vois cela avec beaucoup de lassitude. Voilà douze ans que j'habite l'Orient et certes je ne désire pas revoir l'Occident, mais cela m'a marqué tout de même ». Comparant ses tâches à Beyrouth et à Damas, il reconnaît à la résidence dans cette dernière ville la possibilité d'échapper aux obligations de service pour travailler aux publications.

4. KNOEPFLER 1996, p. 286 ; SIEBERT 2001, p. 272-273.

plus pâles, au cours de sa formation classique ⁵. Cette expérience lui révéla pleinement sa vocation, qu'il a confirmée, après la fin de la Première Guerre mondiale, en décidant de préparer à la Sorbonne une agrégation de grammaire, pour perfectionner, en particulier, sa connaissance de la langue grecque ⁶.

Il fut nommé, en 1922, membre à l'École française d'Athènes ⁷ et ce fut pour lui une grande période de découvertes : il participa, en Grèce ⁸, aux travaux de plusieurs grands chantiers de fouilles de l'École, à Samothrace et à Thasos, et à des programmes épigraphiques sur le site de Delphes avec P. de la Coste-Messelière, mais aussi à des voyages d'exploration, qui l'ont conduit beaucoup plus loin, à Chypre puis jusqu'en Syrie et en Égypte ⁹. Toute cette zone du Proche-Orient avait appartenu, jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale à l'Empire ottoman ¹⁰. Une partie de ses territoires, comprenant le Liban et la Syrie, a été placée temporairement, entre les deux guerres mondiales, sous le statut du Mandat français ¹¹, qui l'a ouverte plus largement à l'Occident et en particulier aux membres de l'École française d'Athènes. Ce fut l'occasion des premières missions d'H. Seyrig en Syrie et au Liban.

Dans les premiers de ces voyages, H. Seyrig fut guidé par des anciens de l'École d'Athènes, compétents et amicaux, dont le plus proche fut pour lui P. Perdrizet ¹². Ainsi, à partir de la Grèce, son terrain d'expériences s'élargit et lui fit découvrir très vite un nouveau champ archéologique, qui restera son domaine de prédilection ¹³. Le carnet de notes conservé à Neuchâtel témoigne de l'orientation très claire des intérêts d'H. Seyrig vers la Syrie en 1925 ¹⁴. H. Seyrig put ainsi rapidement prendre la mesure de l'ensemble de cette zone, dans son étendue et dans la variété de ses paysages et de ses ressources antiques ¹⁵. Il ne manqua pas d'y observer également avec attention des pratiques culturelles toujours vivantes, en particulier autour des icônes ¹⁶.

Cette série d'explorations, qui comportaient aussi des expériences de fouilles, a confirmé à H. Seyrig l'intérêt et l'efficacité de la méthode de travail, d'ailleurs classique, dans laquelle il s'engageait. Elle partait, pour l'essentiel, d'objets matériels ¹⁷, qui allaient de monuments d'architecture à des séries de petits objets, inscriptions, monnaies ou encore des représentations figurées, parfois liées à des textes, pour analyser et interpréter méthodiquement leurs différents aspects, en même temps que les techniques mises en œuvre et leurs fonctions. On pouvait ainsi les rattacher finalement à des problématiques historiques précisément localisées et datées ¹⁸.

Cependant, en 1928, Henri Seyrig fut nommé secrétaire général de l'École d'Athènes et chargé de nouvelles responsabilités, d'un ordre différent des exigences de l'érudition. À partir de cette date, sa correspondance révèle la place croissante dans son activité et ses préoccupations quotidiennes, des institutions elles-mêmes. Déjà pendant son séjour comme membre, il avait appris à bien connaître les activités et les fonctions de l'École ¹⁹. Il en était désormais responsable. Une gestion intelligente des

5. H. Seyrig avait découvert également le paysage méditerranéen avec des monuments romains, à Timgad et Lambèse le 30 décembre 1916 et à Lambiridi le 20 février 1917, au cours d'une escale en Algérie avec des camarades de son unité. De cet épisode témoigne son texte autobiographique, *Survols 1895-1951*.

6. WILL 1973, p. 260, 1993, p. 386.

7. WILL 1973, p. 260 ; CHEVALIER 2002, p. 297.

8. WILL 1993, p. 386 ; KNOEPFLER 1996, p. 286.

9. WILL 1973, p. 260, 1993, p. 386.

10. CHEVALIER 2002, p. 5-6 ; 13-16.

11. CHEVALIER 2002, p. 283-284.

12. WILL 1993, p. 386 ; CHEVALIER 2002, p. 297.

13. WILL 1973, p. 261. Il faut signaler son attachement particulier aux sites de Baalbek, de Palmyre et du Krak des Chevaliers mais aussi l'intérêt avec lequel il a suivi les fouilles de Doura et l'exploration de la Palmyrène par D. Schlumberger : WILL 1973, p. 261, 1993, p. 387.

14. WILL 1973, p. 294.

15. KNOEPFLER 1996.

16. KNOEPFLER 1996, p. 301.

17. Seule la céramique restait à l'écart, sauf pour les timbres amphoriques : KNOEPFLER 1996, p. 300.

18. WILL 1973, p. 264-265.

19. WILL 1993, p. 387 ; CHEVALIER 2002, p. 297.

différentes tâches administratives était nécessaire pour permettre finalement aux archéologues et aux historiens de mener à bien leurs recherches. Il fallait leur ouvrir l'accès aux sites, aux musées et aux collections et mettre à leur disposition aussi bien les autorisations que les outils de travail nécessaires dont une bibliothèque, qui restera pour H. Seyrig l'instrument central de ces Écoles. Une de ses premières tâches, qu'il a retrouvée dans toutes les phases de sa carrière au Proche-Orient, a été de veiller à tenir à jour et à organiser les collections et de trouver pour cela les fonds nécessaires²⁰ ou, à défaut, des solutions de remplacement comme le service²¹ ou l'échange de livres²².

Cette gestion n'allait pas sans difficultés. La correspondance le montre confronté aux lourdeurs bureaucratiques, aux difficultés et aux lenteurs des communications, sources de gaspillages de temps et d'argent. Elle note que l'information circule particulièrement mal entre des institutions relevant d'administrations séparées. L'École d'Athènes avait pourtant le privilège d'appartenir à la classe la plus ancienne et la plus prestigieuse d'institutions scientifiques françaises et ne relevait que d'un seul ministère de tutelle, celui de l'Enseignement public. Parvenir à une gestion plus intelligente et plus efficace de ces institutions scientifiques et bien choisir les personnes semble être devenu l'engagement central pour H. Seyrig²³.

Ce travail était loin de relever de l'application d'une simple routine administrative dans le contexte politique entre les deux guerres mondiales, qui ont remis en question les statuts des pays du Proche-Orient et l'organisation de leurs institutions, y compris celles qui étaient responsables de la direction et de la gestion du patrimoine archéologique et artistique.

Le Proche-Orient, qui avait fait partie, jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, de l'Empire ottoman²⁴, a été réorganisé. La zone englobant la Syrie et le Liban a été placée temporairement, par les accords Sykes-Picot, corrigés par la conférence de San Remo, sous le Mandat français²⁵. Cette solution politique, qui suscitait de larges espoirs de changement, a ouvert plus largement l'accès à ces pays. Après la période de l'Empire ottoman où l'archéologie occupait une place très limitée, l'entre-deux-guerres a été marqué, dans tous les domaines, par un fort développement des activités au Proche-Orient. Elles se plaçaient, à présent, dans un contexte dynamique de concurrence internationale, soutenue par un intérêt économique nouveau porté à la région par les puissances occidentales. Il est significatif que, dès 1919, la question de l'archéologie ait été posée solennellement par E. Babelon dans l'allocution inaugurale du Congrès français de Syrie, réuni dans le cadre du Congrès de la Chambre de Commerce de Marseille²⁶. René Dussaud présenta les résultats des travaux dans le premier numéro de *Syria*²⁷. À la clôture du congrès, qui a émis le souhait de la création d'un service des Antiquités, plusieurs vœux ont été présentés par les participants en faveur de la création de musées officiels et de bibliothèques dans les principaux centres de la Syrie²⁸. Ils ont demandé aussi le dépôt des objets antiques dans des musées locaux, la création d'une École française d'Arabe et des Sciences musulmanes à Damas et enfin la création d'une direction des Antiquités et des Arts chargée de la protection des monuments et des sites historiques. Les modèles de certains de ces projets ont été empruntés à des créations françaises réalisées en Afrique du Nord²⁹. À peine débarqué à Beyrouth, le 21 novembre 1919, le général Gouraud a intégré le problème des antiquités dans ses préoccupations³⁰.

20. Il avait découvert, à Athènes, des lacunes dans les séries et dans les échanges de publications, des crédits de bibliothèque insuffisants. Ainsi, pour assurer la diffusion de *Syria*, il faut payer Geuthner : lettre d'H. S. à R. D. 27/12/29 = AAIBL RD 1040.

21. Lettre d'H. S. à R. D. 2/10/1927 = AAIBL RD 1011.

22. Collection de *Syria* à l'École d'Athènes : lettre d'H. S. à R. D. 17/2/1926 = AAIBL RD 1009.

23. WILL 1996, p. 996.

24. CHEVALIER 2002, p. 5-6, 13-16.

25. CHEVALIER 2002, p. 283-321.

26. Voir CHEVALIER 2002, p. 1-4, 283 : cite BABELON 1919a et 1919b.

27. DUSSAUD 1920.

28. CHEVALIER 2002, p. 283.

29. CHEVALIER 2002, p. 289.

30. CHEVALIER 2002, p. 284.

Les transformations imposées à l'ordonnance politique de la région ont provoqué, dans certains cas, des réactions³¹. Les tensions qui accompagnèrent l'occupation de certaines zones de la Syrie, des revendications nationalistes et des troubles de grande ampleur à Damas ainsi que la révolte druze entre 1925 et 1927 ont suscité des phases de répression parfois brutale de la part des autorités françaises et ne facilitèrent pas l'instauration paisible du Mandat³². Nous trouvons des traces de ces difficultés dans la correspondance d'H. Seyrig³³, qui a porté un jugement particulièrement sévère sur certaines pratiques françaises³⁴. Pour lui, cette répression risquait, en effet, de compromettre, dans l'avenir, les relations entre les institutions françaises et la population syrienne et, en particulier, avec les responsables des Antiquités du pays. Par contraste, il faut souligner l'entente cordiale qu'H. Seyrig avait déjà su établir personnellement avec ses interlocuteurs en Syrie et au Liban. Elle a certainement contribué à faciliter ensuite le passage sans heurt du service des Antiquités aux deux États indépendants en 1945³⁵.

Le traité définitif ne fut signé qu'en septembre 1936 et prévoyait l'indépendance de la Syrie dans les trois ans³⁶. Un traité parallèle fut signé avec le Liban en novembre 1936. Dès avant l'entrée en vigueur du Mandat, les autorités françaises commencèrent l'organisation du pays dans le cadre du Haut-Commissariat, nouvel organe administratif implanté au sérail à Beyrouth³⁷. C'est de lui que relevait le bureau du chef de Service des œuvres françaises au Levant et du conseiller pour l'archéologie.

Dans la perspective d'un mandat français à caractère provisoire, il fut, d'autre part, décidé de confier désormais au ministère des Affaires étrangères français la mission d'organiser la gestion des Antiquités, à travers la création de la Commission consultative des fouilles et recherches archéologiques en Asie occidentale³⁸. J. Chamonard, ancien membre de l'École française d'Athènes, fut chargé de construire le service des Antiquités de l'administration du Mandat, sous la tutelle de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, qui jouait déjà auparavant un rôle de premier plan au Proche-Orient avec des publications de base comme le *Recueil des Historiens des Croisades* et le *Corpus inscriptionum semiticarum*. Sa Commission de Syrie-Palestine, dont ont fait partie E. Pottier, C. Clermont-Ganneau et R. Dussaud, fut chargée du contrôle des activités archéologiques³⁹ et C. Virolleaud fut nommé directeur du service des Antiquités de Syrie, autonome depuis 1920⁴⁰. Il occupa ce poste de 1920 à 1929 et mit au point la réglementation sur les antiquités, créa les musées de Beyrouth, d'Alep et de Damas et soutint des missions françaises à Byblos et Ras Shamra-Ougarit⁴¹. R. Dussaud, élu à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres en 1923 et nommé conservateur du département des Antiquités orientales au musée du Louvre en 1928, effectua en 1929, pour le ministère des Affaires étrangères, une inspection dans les deux pays⁴². Elle y révéla une absence de protection pour un certain nombre de monuments historiques. Ce constat conduisit R. Dussaud à faire remplacer C. Virolleaud par H. Seyrig comme directeur du service des Antiquités⁴³.

31. CHEVALIER 2002, p. 285.

32. Lettre à R. Dussaud (AAIBL RD 1244) du 1/7/1938.

33. Lettre à R. Dussaud (AAIBL RD 1180) du 6/3/1936.

34. Situation trouble encore en 1936 : lettre d'H. S. à R. Dussaud du 6/3/36 = AAIBL RD 1180. H. Seyrig note aussi les dégâts subis par des monuments antiques en Syrie du fait de l'occupation française.

35. WILL 1973, p. 260, 1993, p. 388.

36. CHEVALIER, p. 285-289.

37. CHEVALIER, p. 284-286.

38. CHEVALIER p. 445-453.

39. WILL 1996, p. 994 ; CHEVALIER 2002, p. 454.

40. CHEVALIER 2002, p. 291-295. Les attributions du service des Antiquités résumées par CHEVALIER 2002 (p. 294 n. 243) à partir de l'organisation des rapports envoyés à la SDN sont : I. L'organisation et la législation ; II. Les monuments historiques (1^{er} Inventaire et classement, 2^e Urbanisme ; 3^e Conservation des antiquités) ; III. Fouilles archéologiques (1^{er} Missions étrangères, 2^e Missions des États ou du service des Antiquités) ; IV. Musées (sous la responsabilité directe des États) ; V. Publications ; VI. Archives photographiques.

41. CHEVALIER 2002, p. 291.

42. WILL 1993, p. 387.

43. WILL 1993, p. 387 ; CHEVALIER 2002, p. 295-297. La compétence d'H. S. a été soulignée par G. Puaux, haut-commissaire de 1939 à 1940 (*ibid.* p. 296-297) ; PUAUX 1952, p. 73.

Après l'abandon par la France, en 1937, de son mandat sur la Syrie et le Liban, une réorganisation du service des Antiquités, rendu à l'administration syrienne, a appelé H. Seyrig à cumuler temporairement ses fonctions de directeur de ce service avec celles de directeur de l'Institut français de Damas à partir de 1938 ⁴⁴. On voit apparaître ici la préférence d'H. Seyrig pour des solutions provisoires souples afin d'assurer la transition des pays vers l'indépendance complète. Ce cumul fait ressortir aussi l'intérêt qu'H. Seyrig attachait à la formule d'un institut de type français, dont il avait l'expérience personnelle et qui pouvait prendre en charge certaines fonctions, en priorité celles à caractère scientifique, d'une direction des Antiquités. Cette solution permettait aussi de remédier, d'une manière souple et provisoire, à l'insuffisance de personnel local formé et disponible pour prendre en charge les nouvelles responsabilités du service. L'Institut français fut chargé de contribuer à sa formation et à préparer, le cas échéant, la mise en place d'un nouveau type d'organisation. Dans ces circonstances, H. Seyrig a également engagé une politique d'ouverture de la Syrie à des missions étrangères ⁴⁵.

L'application de ces projets n'alla pas sans difficultés multiples. Cependant, en raison même de la complexité de la structure administrative de la période du Mandat français, qui gardait un caractère provisoire et devait ménager l'avenir, cette période a représenté une phase d'expérimentation utile et intéressante de différents types de structures nécessaires à la gestion du patrimoine archéologique.

LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La Seconde Guerre mondiale a dispersé les équipes qui constituaient le noyau des institutions archéologiques françaises au Proche-Orient. Alors que d'autres archéologues français sont restés sur place, fidèles aux autorités de Vichy, H. Seyrig s'est rallié en 1941 à la France libre, comme plusieurs de ses collègues et amis (Daniel Schlumberger, Claude Schaeffer, Antoine Bon), avant de rejoindre Londres en 1942 ⁴⁶.

Le général de Gaulle a chargé alors H. Seyrig d'une vaste mission aux États-Unis et en Amérique du Sud, dans le cadre du ministère des Affaires étrangères de la France libre ⁴⁷. L'objectif était d'établir des contacts avec les Français mais aussi des Libanais résidant dans cette vaste zone pour les engager aux côtés de la France libre. Il faut souligner qu'H. Seyrig a alors été appelé à prendre part, comme conseiller culturel à New York, à la réorganisation des institutions culturelles françaises aux États-Unis, dans le cadre d'un programme politique ⁴⁸. Dans le même temps, il a pu reprendre, dans le domaine scientifique, ses relations personnelles anciennes avec des collègues des universités américaines engagés dans l'étude du Proche-Orient antique.

Après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, le général Catroux a proclamé l'indépendance de la Syrie et du Liban mais le transfert des pouvoirs n'a été effectif qu'en 1944. Dans ces circonstances délicates, l'intervention directe ou indirecte de la France dans la gestion des Antiquités de la Syrie et du Liban devait être reconsidérée avec soin. En 1945 a été créée, au ministère des Affaires étrangères, la Direction générale des relations culturelles, à laquelle ont été transmises les attributions de l'ancien Service des Œuvres, dont relevaient la gestion des instituts français à l'étranger et les relations avec les autorités locales ⁴⁹. Le regroupement de ces responsabilités à l'intérieur d'un même ministère représentait, pour H. Seyrig, une solution positive et, sur place, la proximité avec les services des ambassades était un réel gage de collaboration efficace. Les crédits destinés à des fouilles étaient transmis à la Direction générale des Antiquités du Liban, où Maurice Chéhab a été placé à la tête des Services archéologiques le 15 janvier 1945 ⁵⁰.

44. WILL 1993, p. 387 ; CHEVALIER 2002, p. 297.

45. Université de Princeton à Antioche ; Université de Yale à Doura-Europos ; missions allemandes : Von Oppenheim à Tell Halaf et Krencker sur les temples du Liban : WILL 1973, p. 261-262, 1993, p. 387-388, 1996, p. 995.

46. WILL 1993, p. 389, 1996, p. 995. En 1942, D. Schlumberger suivit le même chemin.

47. Voir la contribution de J. Bocquet dans ce volume.

48. Lettre à R. Dussaud du 20/7/1945 ; AAIBL RD 1290.

49. CHEVALIER 2002, p. 476-479.

50. CHEVALIER 2002, p. 477.

Cet ensemble renouvelé d'expériences complexes n'a pas manqué d'élargir la compétence technique d'Henri Seyrig, que nous voyons se préciser et s'approfondir dans la correspondance avec des interlocuteurs comme R. Dussaud, en même temps que son jugement lucide sur les personnes et leurs capacités ⁵¹.

FONCTIONS DES INSTITUTS FRANÇAIS

Avec l'accord du gouvernement libanais, H. Seyrig a persuadé, en 1946, le gouvernement provisoire français de l'intérêt d'ouvrir à Beyrouth, dans la vieille maison Beyhum, un Institut d'archéologie pour sauver l'héritage scientifique français au Proche-Orient. Sa correspondance précise les conditions dans lesquelles il compte le diriger, dans une perspective réaliste. Pour cette raison, il demande de pouvoir se rendre auparavant sur place pour estimer concrètement la situation ⁵² et de disposer d'un financement suffisant pour ne pas perdre son temps. Il souligne aussi son intention de reprendre, en même temps, ses activités scientifiques personnelles d'une manière normale. À cette occasion, H. Seyrig redéfinit les fonctions qu'il attribue à ces instituts. Ceux qu'il a dirigés successivement à Athènes, Damas et Beyrouth ne se limitaient pas à offrir le gîte et le couvert à des chercheurs de passage, pour des missions plus ou moins longues. Ils constituaient d'abord dans l'esprit d'Henri Seyrig — ce qu'ils sont toujours, mais dans un champ qui a été élargi pour englober aujourd'hui l'étude des sociétés contemporaines — des espaces pour développer des projets scientifiques attachés à la région et pouvant aller de la géographie et de l'étude de l'environnement à l'ethnographie, à l'archéologie et à l'histoire de toutes les périodes, ainsi qu'aux langues anciennes et actuelles ⁵³. Ce programme n'était pas réservé aux hôtes français de nos maisons, mais ouvert aussi à des chercheurs d'autres pays et plus particulièrement aux étudiants et aux chercheurs issus de la région, ces derniers pouvant éventuellement aller compléter leur formation en France.

Après une mission de fouilles ou de prospections, les locaux disponibles devaient permettre aussi d'entreposer provisoirement, pour leur étude, le matériel découvert et la documentation, photographies et dessins. Les échanges d'informations entre archéologues autour des objets et des documents représentaient une étape essentielle. D'autre part, une documentation de qualité constituait à la fois des archives précieuses et le premier pas conduisant à la publication, objectif majeur pour H. Seyrig. Il a, d'autre part, été conscient de la dégradation fréquente des monuments et des sites et a tenu à assurer leur protection par l'intervention d'équipes techniques. Leur noyau était constitué d'architectes et de techniciens français qui associaient une compétence graphique rigoureuse à l'intelligence de la construction et de sa protection ⁵⁴. Ils étaient chargés de recruter et de former sur place de jeunes techniciens pour ces mêmes tâches ⁵⁵. Des photographes devaient réaliser une documentation aussi complète et fidèle que possible sur les découvertes et fournir les clichés nécessaires pour les planches des publications. H. Seyrig était très attaché à leur qualité, que l'on retrouvait dans les publications. Aux chercheurs et aux techniciens, l'Institut français pouvait servir de port d'attache naturel ainsi que de centre d'échanges et de formations ⁵⁶. Pour réunir et informer un public plus large, des locaux plus vastes pouvaient être offerts dans les centres culturels par les services de l'Ambassade. Les liens étroits de nos instituts avec les services culturels du ministère des Affaires étrangères prenaient ici tout leur sens.

Dans ces fonctions, la bibliothèque devait jouer, comme déjà à Athènes, un rôle de premier plan : les ouvrages qui y étaient réunis apportaient des références pour guider l'interprétation des découvertes nouvelles et amorcer leur publication. La rédaction, l'illustration et la diffusion des publications

51. Correspondance déposée aux archives de l'AIBL.

52. Lettre envoyée de San Francisco à R. Dussaud le 20/7/1945.

53. Lettre d'H. S. à Miette de Beyrouth 10/7/1953, archives Seyrig.

54. Par exemple la lettre du 3/11/29 (AAIBL RD 1033).

55. Lettre du 15/6/1929 (AAIBL RD 1024).

56. Importance de la bibliothèque de Beyrouth : lettre d'H. Seyrig à Miette, Beyrouth 10/7/1953, archives Seyrig.

apparaissent constamment au premier plan des préoccupations d'H. Seyrig dans sa correspondance avec René Dussaud⁵⁷ et leur financement était pour lui un souci permanent⁵⁸.

L'Institut de Beyrouth est devenu pour H. Seyrig un lieu privilégié où il était heureux de venir travailler, même pendant la dernière période de sa vie où le centre de son activité se trouvait déplacé à Paris. Il occupa son poste de directeur de l'Institut français de Beyrouth jusqu'en 1967, date à laquelle D. Schlumberger lui succéda (ill. 1-5).



Illustration 1. Vue de la maison Beyhoun,
à l'angle de la rue de l'Alliance et la rue Georges-Picot
© C. Ciceione, coll. A. Schlumberger.



Illustration 2. La « mission chypriote » à la table de l'Institut de
Beyrouth. De gauche à droite : É. Coche de la Ferté, Claude Schaeffer,
Henri Abdel Nour, la cuisinière Djamileh, Mme Schaeffer, H. Seyrig,
L. Périchon, H. de Contenson (?), O. Schaeffer, W. Forrer. De dos :
J. Starcky © Archives Seyrig.

57. Très nombreuses références, en particulier sous la référence RD dans les archives de l'AIBL, par exemple lettre du 10/4/1934 (AAIBL RD 1148).

58. Par exemple, paiement à Geuthner : lettre à René Dussaud du 4/5/1934 (AAIBL RD).



Illustration 3. De gauche à droite, Daniel Schlumberger, Pierre Coupel (architecte), L. Périchon (bibliothécaire) dans le petit salon du premier étage de l'Institut de Beyrouth © Archives Seyrig.



Illustration 4. Le grand salon du premier étage à l'Institut de Beyrouth © Archives Seyrig.



Illustration 5. Henri Seyrig et L. Périchon dans la bibliothèque au rez-de-chaussée de l'Institut de Beyrouth © Archives Seyrig.

LE NOUVEAU CHAMP DE LA RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE FRANÇAISE : MÉTHODES ET STRUCTURES DE RECHERCHE

À partir des années 1950, quelques chercheurs français, dont Jean-Claude Gardin, ont commencé à explorer de nouveaux champs d'études et à expérimenter des méthodes neuves pour les appliquer à la recherche archéologique qui se développait en France⁵⁹. Un certain nombre de ces travaux portait sur une vaste zone allant de la Méditerranée à l'Asie centrale, qui intéressait plus particulièrement Henri Seyrig. Il rencontra plusieurs de ces chercheurs et, bien qu'appartenant lui-même, avec sa génération, à l'école classique des sciences de l'Antiquité construite à partir de textes, d'objets et de monuments, il montra son intérêt pour des démarches qui cherchaient des informations nouvelles sur l'histoire humaine à travers d'autres sources apportées par les sciences physiques et les sciences de la nature⁶⁰. Elles offraient, en plus de repères chronologiques, des informations sur l'environnement, l'agriculture et les technologies qui pouvaient éclairer le développement des sociétés anciennes.

H. Seyrig, a été très sensible également, dans la dernière partie de sa vie, aux résultats obtenus par les techniques de traitement de l'information⁶¹. Elles permettaient l'analyse d'une information complexe et formalisée en utilisant d'abord un procédé dit « mécanographique », faisant usage de cartes perforées, puis informatique, avec l'aide de l'ordinateur. C'est le domaine qu'avait choisi J.-C. Gardin, qui présenta son projet à H. Seyrig. Ce dernier, qui n'avait manifesté pourtant jusqu'à cette date aucun intérêt particulier pour ce genre de recherches, lui offrit cependant de demander au CNRS un programme axé sur deux thèmes intitulés « méthodes formelles » et « machines », afin d'en mesurer l'intérêt⁶². Ce projet fut accepté et la première banque de données fut présentée par J. Deshayes en 1956 sous le

59. GARDIN 1996.

60. GARDIN 1996, p. 1013-1018, particulièrement p. 1015.

61. GARDIN 1996.

62. GARDIN 1996, p. 1014 : essai d'une machine mécanographique, rue Maublanc, avec Gardin, Francis et Deshayes : lettre à Miette du 6/3/1955 (archives Seyrig) ; audience avec Bourbon Busset qui a bien compris l'intérêt du projet mécanographique : lettre à Miette 9/3/1955 (archives Seyrig) ; Gardin présente ses expériences aux États-Unis et en Allemagne : lettre à Miette de Cornett Chahouane 18/9/1956 (archives Seyrig) ; *ibid.* 12/4/1960 ; visite à Bittel (Francfort) : Gardin se contenterait d'échantillons, Seyrig veut la réalisation de véritables instruments de travail : *ibid.* 12/4/1960, *ibid.* 14/4/1960.

titre « Le fichier mécanographique de l'outillage, des Balkans à l'Indus » dans une brochure éditée par l'Institut d'archéologie de Beyrouth, avec une préface d'H. Seyrig⁶³. Un autre fichier était destiné à réunir la glyptique du II^e millénaire⁶⁴ et les formes de poterie⁶⁵. Il fût suivi par d'autres applications. J.-C. Gardin chercha à définir les effets logiques de la création des bases de données sur les disciplines d'érudition⁶⁶. Ainsi se dessinèrent de nouvelles approches archéologiques parfois regroupées sous le nom d'« archéométrie ».

En 1959 fut créé le « Centre d'analyse documentaire pour l'archéologie » dont H. Seyrig présida pendant plusieurs années le Comité de direction, et auquel participèrent aussi trois membres de l'AIBL, Pierre Demargne, André Parrot et Claude Schaeffer, à côté de Claude Lévi-Strauss pour l'ethnologie et Jean Wyart pour les sciences de la nature⁶⁷.

NOUVELLES INSTITUTIONS ORGANISANT LA RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE

Nous l'avons vu, dès sa nomination comme secrétaire général de l'École française d'Athènes, H. Seyrig fut confronté à la gestion quotidienne, parfois peu rationnelle et difficile, d'institutions qui relevaient de services aux contours indécis, finalement peu responsables, et parfois d'itinéraires administratifs mal définis. L'absence d'organisation aboutissait aussi à une fragmentation de la recherche archéologique. La restructuration des instituts français au Proche-Orient, à laquelle il a participé d'une manière directe, dans la période située entre et autour des deux guerres mondiales et dans l'après-guerre, lui a permis de mieux définir les différents niveaux de compétences administratives nécessaires, regroupées, dans les pays étrangers indépendants, autour de la Direction des relations culturelles du ministère des Affaires étrangères. Cette réorganisation représenta un progrès réel. En revanche, la gestion des institutions de recherche archéologiques restait une question posée en France même.

Après la Seconde guerre mondiale H. Seyrig, à l'écoute des analyses faites par des archéologues de générations plus jeunes, chercha de son côté un remède contre « les désordres de l'archéologie française » et la fragmentation de la recherche archéologique, du point de vue administratif et financier, entre des organismes de tutelle différents⁶⁸. Il défendit devant la Commission consultative des recherches archéologiques, créée en 1947, ses vues sur la coordination nécessaire avec d'autres instances poursuivant les mêmes objectifs et la nécessité d'une politique nationale, fondée sur des considérations scientifiques et couvrant à la fois la France et l'étranger⁶⁹, et sur la nécessité de promouvoir un meilleur usage des techniques nouvelles en archéologie. Ces perspectives pouvaient être discutées dans le cadre d'un projet préliminaire qui visait à créer un « centre de recherches archéologiques » (CRA) imaginé comme un modèle réduit d'une institution fédérative future. La question de base était celle qu'H. Seyrig s'était posée à plusieurs reprises dans sa carrière, en partant du constat que les décisions et la gestion en matière d'archéologie relevaient de ministères ou de directions différentes, ce qui faisait perdre beaucoup de temps et d'argent. H. Seyrig, qui s'était heurté à ces problèmes dans ses fonctions administratives à Athènes, Damas et Beyrouth, s'engagea aussitôt pour soutenir la création d'un CRA, comme le montre le courrier, accompagné d'un dossier très complet, qu'il adressa à J. Sirinelli⁷⁰. Il y joignit un exemplaire des statuts du Deutsches Archäologisches Institut qui représentait pour lui un exemple d'efficacité. Cet institut tenait ses moyens de plusieurs sources et ministères mais strictement regroupés d'une part, et, d'autre part, de sa direction unifiée à Berlin. À une échelle plus réduite, mais dans une orientation parallèle de services d'intérêt commun, H. Seyrig avait déjà développé une formation d'archéologues

63. Lettre à René Dussaud du 13/5/1956 (= AAIBL RD 1357).

64. GARDIN 1956.

65. GARDIN 1976.

66. GARDIN 1975.

67. GARDIN 1996, p. 1015.

68. AAIBL RD 4783.

69. GARDIN 1996, p. 1016.

70. AAIBL RD 4783.

aux techniques de fouilles et créé, dès 1948, le Bureau d'architecture antique. Le Service d'architecture antique lui succéda dans le cadre du CNRS.

Cette démarche soutenue par H. Seyrig aboutit en 1970 à la création du Centre de recherches archéologiques, au sein du CNRS. H. Seyrig en fut nommé président.

CONCLUSIONS

H. Seyrig n'a pas eu l'occasion d'appliquer dans ses propres recherches les techniques et les méthodes nouvelles qu'il a encouragées. Son engagement en faveur du grand projet de renouveler des institutions archéologique françaises ne l'a pas empêché de ressentir une certaine fatigue. D'autre part, pendant toute cette dernière phase de sa carrière où se multipliaient les réunions et les discussions, il n'a jamais cessé de poursuivre les voies de ses recherches antérieures en approfondissant les perspectives qu'il s'était fixées au départ. Ses publications ont continué à paraître à un rythme qui n'était pas fort différent de celui de ses années les plus productives. Il n'a jamais cessé d'enrichir de découvertes son corpus de documents et de l'utiliser pour approfondir ses réflexions. Il ne faut pas oublier non plus tout le temps qu'il consacrait à tous ses interlocuteurs de bonne volonté, jeunes ou vieux, qu'il écoutait et guidait dans le respect et la discrétion.

C'est ainsi que s'est réuni autour de lui un groupe de collaborateurs et d'amis mais aussi de correspondants sans lesquels il est nous est difficile de l'imaginer, avec, en particulier, les figures de Schlumberger, de Starcky, de Will, de Gardin, mais aussi les interlocuteurs de sa correspondance que nous connaissons mieux à présent et auxquels nous devons d'avoir conservé ces témoignages.

Pour conclure, il faudrait souligner aussi le rôle joué par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres qui l'a finalement reçu, en 1952⁷¹, en dépit de sa discrétion et de son goût de l'indépendance, comme « membre libre ». Elle a apprécié et appuyé autant son travail archéologique et historique que, dans différentes phases de sa carrière, ses initiatives pour une organisation plus efficace de nos institutions de recherche sur l'Antiquité. Actuellement, elle en conserve avec soin la mémoire et des références inédites à ses travaux dans sa correspondance qui confirme son goût pour un dialogue toujours ouvert.

71. WILL 1993, p. 385.

BIBLIOGRAPHIE

- BABELON (E.)
1919a « Allocution inaugurale », *Congrès français de la Syrie II*, Paris/Marseille, p. 3.
- BABELON (E.)
1919b « Le Congrès français de la Syrie. Les travaux de la section d'archéologie et d'histoire », *CRAI* 63, 3, p. 225-228.
- DUSSAUD (R.)
1920 « Congrès français de la Syrie (3, 4 et 5 janvier 1919) », *Syria* 1, p. 72-73.
- CHEVALIER (N.)
2002 *La Recherche Archéologique française au Moyen-Orient : 1842-1947*, Paris, ERC.
- DENTZER (J.-M.)
1996 « Les perspectives d'avenir (de l'IFAPO) », *CRAI* 140, 3, p. 1019-1026.
- GARDIN (J.-C.)
1956 *Code pour l'analyse des cylindres orientaux*, Paris, Centre d'analyses documentaires pour l'archéologie [ronéotypé, non publié].
- GARDIN (J.-C.)
1975 « Effets logiques des bases de données sur les disciplines d'érudition », *Revue internationale des sciences sociales* 27, p. 815-830.
- GARDIN (J.-C.)
1976 *Code pour l'analyse des formes de poteries*, Paris, CNRS.
- GARDIN (J.-C.)
1996 « Une archéologie moderne : les initiatives d'Henri Seyrig », *CRAI*, 140, 3, p. 1019-1026.
- KNOEPFLER (D.)
1996 « De la Grèce au Proche-Orient avec Henri Seyrig : un Athénien atypique au tournant de sa carrière », *BCH* 120, p. 285-309.
- LE RIDER (G.)
1973a « Henri Seyrig 1895-1973 », *SNR* 52, p. 167-171.
- LE RIDER (G.)
1973b « Henri Seyrig 1895-1973 » et « Bibliographie des travaux publiés par Henri Seyrig », *CRAI* 6, 15, p. 9-10 et p. 11-12.
- MARGUERON (J.-C.)
1996 « Le prestige de l'Orient ancien : les grandes missions archéologiques françaises », *CRAI* 140, 3, p. 1003-1011.
- PUAUX (G.)
1952 *Deux années au Levant. Souvenirs de Syrie et du Liban (1939-1940)*, Paris, Hachette.
- SIEBERT (G.)
2001 « Seyrig Henri Arnold », *Revue d'Alsace* 127, p. 372-376.
- WILL (E.)
1973 « Henri Seyrig (10 novembre 1895 - 21 janvier 1973) : nécrologie », *Syria* 50, p. 259-265.
- WILL (E.)
1993 « Notice sur la vie et les travaux de Henri Seyrig », *CRAI* 137, 2, p. 384-394.
- WILL (E.)
1996 « Cinquante ans d'histoire : de l'Institut français de Beyrouth à l'Institut français du Proche-Orient », *CRAI* 140, 3, p. 993-1001.

